

22 hainaut

Charleroi / Répondre au risque de pénurie de médecins généralistes

Des consultations en sécurité



GIANNI MARASCHIELLO AVERTIT : dans les cinq à dix ans, la pénurie de médecins sera criante sur Charleroi. © TLAGENCY.

REPÈRES

8,39 % C'est le pourcentage de médecins de moins de 35 ans, sur l'ensemble de la zone de la FAGC

10,38 % Le pourcentage de médecins de plus de 65 ans. Jusqu'à cet âge, les généralistes sont tenus d'assurer des gardes.

29,58 % Le pourcentage de médecins de plus de 65 ans, selon des prévisions à 5 ans. Dans le même temps, les médecins de moins de 35 ans ne seraient plus que 2,43 %.

53 ans C'est l'âge moyen des praticiens, sur la zone que recouvre la FAGC. Cet âge moyen devrait passer à 58 ans, dans les cinq ans.

47 ans C'est l'âge moyen actuel des femmes médecins. Chez leurs confrères masculins, cet âge moyen est de 56 ans. Dans les cinq ans, il devrait passer à 52 ans pour les femmes, et à 61 ans pour les hommes.

L'ESSENTIEL

● La Fédération des associations de généralistes de Charleroi (FAGC) s'inquiète d'un risque de pénurie de médecins.

● Ils ont mis en place un service de permanence sécurisé pour rassurer les médecins de garde.

mais aussi dans la périphérie et au-delà, en se basant sur les normes officielles qui en situent le seuil à moins de nonante médecins par tranche de 10.000 habitants. Permanent de la Fédération des associations de généralistes de Charleroi (FAGC), Gianni Maraschiello s'est penché sur des calculs qui en témoignent, tant dans des communes urbaines que rurales. Peuvent ainsi être considérées comme en état de pénurie Luttre, Montigny-le-Tilleul, Courcelles, Jumet, Couillet, et Gozée, des communes qui font partie des 24 associations de généralistes composant la FAGC. Le territoire qu'elle recouvre est vaste, qui s'étend de Frasnès-lez-Gosselies à Yves-Gomezée, et d'Anderlues à Aiseau, soit une population de 450.000 habitants. Quant à combattre la

pénurie, des incitants financiers existent, qui encouragent de jeunes médecins à s'installer dans des communes actuellement en manque de généralistes.

Outre ses tâches de coordination entre les 24 associations locales qui la composent, et d'aide aux médecins généralistes, la fédération est à l'origine du service « Allo Santé », avec son numéro d'appel unique (071-33.33.33), né en 1999, et qui répond tant à des impératifs en matière de garde, qu'aux nécessités de la sécurité indispensable aux médecins.

Depuis, le service a prouvé son efficacité, qu'il s'agisse de visites à domicile ou de consultations effectuées au poste de garde de la rue Spinolt, à deux pas de l'Espace Santé Gailly, là où trois médecins officient en s'entourant de

l'indispensable sécurité, pendant les week-ends et les jours fériés.

Des chauffeurs de garde

Lorsqu'on évoque avec lui une possible insécurité, le docteur Yves Gérard, qui préside la fédération, précise aussitôt qu'il ne s'agit pas d'en brandir les risques comme un épouvantail. Et il met en lumière ce qui est réalisé au jour le jour, et qui contribue à aider les médecins de garde dans leur travail. « Allo Santé » dispose désormais de trois véhicules lettrés et de chauffeurs qui accompagnent les médecins de garde en visite et qui facilitent leur parcours. Ils sont reliés directement avec le central téléphonique d'« Allo Santé ». En cas de besoin, le médecin dispose, en outre, d'un numéro vert qui permet de se mettre en rapport immé-

diat avec la police. Le même souci de sécurité joue à propos du poste de garde, où le médecin n'est jamais seul et où ne s'effectue aucune transaction en argent liquide.

Autant de dispositions qui devraient mettre à bas les réticences de certains à s'engager dans la médecine généraliste. Le souci n'est pas vain, à consulter la pyramide des âges des 453 médecins en exercice sur les zones gérées par la FAGC. « A lire les projections effectuées sur cinq ans, et plus encore sur dix ans, nous allons vers un état de pénurie sur l'ensemble des zones de la fédération », constate Gianni Maraschiello. Ce qui, soit dit passant, souligne l'absurdité des mesures prises à l'époque pour instaurer un numerus clausus, des années durant. ■

PHILIPPE MAC KAY

Pénurie de médecins : si les termes ont de quoi faire peur, ils sont pourtant déjà la réalité de quelques communes, dans l'entité de Charleroi,